

# Un budget ni restrictif ni expansionniste par Jean Paul Fitoussi

Le Figaro, 29 septembre 2005

LE FIGARO éCONOMIE. – Est-ce un budget contraint que le gouvernement a présenté hier ?

Jean-Paul FITOUSSI. – C'est effectivement un budget sous contraintes, à la fois européennes et internes. Les marges de manoeuvre sont à peu près nulles, la France retrouvant à peine son rythme de croissance potentielle. En économie, il n'y a pas de miracle ! La loi de finances apparaît comme une cote mal taillée en raison même de ces contraintes : elle ne peut être ni restrictive ni expansionniste. Elle permet à la marge de faire valoir les priorités gouvernementales.

Sont-elles, selon vous, les bonnes pour relancer l'activité ?

Dès 2006, la prime pour l'emploi sera augmentée et le prêt à taux zéro (PTZ) sera élargi. Ce sont deux bonnes choses. On trouve aussi dans le projet un effort sur la recherche et l'enseignement, ainsi que sur la politique de l'emploi. C'était depuis longtemps nécessaire.

Et la réforme fiscale ?

Cela fait plus de quinze ans que je souligne les deux défauts majeurs du système français de prélèvements obligatoires. L'impôt sur le revenu est trop rapidement progressif, ce qui porte préjudice aux classes moyennes. A l'inverse, le système des prélèvements sociaux est insuffisamment progressif, au détriment du travail peu qualifié. La réforme fiscale, dont les premiers effets sont pour 2007, remédie partiellement au premier mal. Quant au second, la hausse de la prime pour l'emploi accroît la progressivité du système. Tout cela me semble donc aller dans le bon sens. Reste maintenant à faire en sorte que la réforme soit vraiment concentrée sur ces deux catégories – le travail peu qualifié et les classes moyennes.

Avec un déficit affiché à 2,9%, la France fait-elle le minimum pour montrer sa bonne volonté à Bruxelles ?

Elle fait ce qu'elle peut. Encore une fois, sans aucune marge de manoeuvre, il était impossible de baisser davantage les dépenses. Il faudrait, bien sûr, un plan de réforme à moyen terme de la dépense publique. Mais tailler à la serpe dans les dépenses donnerait l'illusion de l'efficacité et serait préjudiciable à la croissance. La nouvelle présentation budgétaire, la Lof, dont l'objectif est de mettre en place une gestion plus performante de l'Etat, invite les administrations publiques à accomplir un travail considérable. C'est pourquoi il serait des plus souhaitables que la pratique suive la théorie.